

2 Politique

**PDG/Après le renouvellement des instances décisionnelles
Élections au secrétariat exécutif?**

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

De nombreux militants et cadres laissent entendre aujourd'hui, en coulisses, leur volonté de voir le procédé électoral être appliqué pour la désignation du secrétaire général et ses adjoints. Car, à les en croire, le changement de logique, sur fond de régénération et revitalisation, devrait se poursuivre au sein du secrétariat exécutif. Sans sourciller, ils estiment que le principal enjeu du congrès, qui s'ouvre demain vendredi, est de donner un visage plus dépouillé et démocratique à une formation politique dont l'ambition est de sortir des "vieux" schémas.

LE processus enclenché par le PDG, en vue de sa régénération et de sa revitalisation, a créé, à coup sûr, une dynamique de démocratisation, sans précédent, de cette vieille chapelle politique. Sitôt après la tenue des conseils provinciaux qui ont conduit, avec des fortunes diverses, au renouvellement des instances décisionnelles, des voix se font entendre pour réclamer la poursuite du nouveau mode électoral dans la désignation, cette fois, du secrétaire général et ses adjoints. Estimant que ce ne serait que logique si cela était pris en compte lors des assises du congrès. D'où, dans les chaudières, chaque camp constitué a fûté déjà ses armes pour décrocher le "fauteuil" convoité. La bataille fait donc rage au point que d'autres prédisent déjà la fin du parti s'ils n'ont pas ce qu'ils veulent. Les "coups" et autres espérances sont donc à prévoir tout au long de ce week-end qui s'annonce décisif. D'aucuns vont même jusqu'à considérer que ce parti, en fonction d'un contexte en mutation, ne



Photo : Joe Manianga

Le secrétaire général sortant du PDG, Eric Dodo Bouguendza...

pourrait plus survivre à une sorte de statu-quo qui l'entraînerait inéluctablement vers une mort certaine. Puisque la base vient de donner une légitimité évidente à certains cadres, beaucoup verraient d'un mauvais œil une désignation par acclamation des hommes à la tête du parti, comme cela s'est toujours fait, alors que les choses sont appelées à aller de l'avant. L'ombre d'une démocratisation des instances de la formation politique née le 12 mars 1968 serait pourtant le vecteur de sa réforme de fond. De cette volonté manifeste de faire bouger les lignes, certains dans la barque, militent for-

tement pour éviter de tomber dans les travers d'une autre époque révolue. Autrement dit, ils pensent que les idées novatrices ne pourraient tenir la route que si quelqu'un que tout le monde aura choisi se voit confier les destinées dudit parti. D'ailleurs, nombreux également sont ceux qui soutiennent que le "désordre" ambiant entretenu depuis quelque temps correspond simplement aux velléités de certains "camarades" à faire main basse sur le PDG. Et que le prochain congrès serait l'occasion propice pour mettre à exécution leur "plan". A défaut de révéler leurs calculs, ils mettent plutôt en avant la



Photo : D.R

...et les autres membres du secrétariat exécutif sont-ils prêts à mettre leurs postes en jeu ?

question d'impulser une dynamique dont l'objectif serait d'instaurer le débat "démocratique". Sans être dupes, ceux qui considèrent que les habitudes ont la vie dure ont du mal à croire à un brusque revirement de position de ces "camarades", traditionnels chantres de la gabegie, qui doivent leurs carrières et postes politiques aux postures aux antipodes de toute démarche démocratique. Ce d'autant plus que, selon des observateurs de la vie politique, « la démocratie réclamée par certains faucons ou leurs affidés » est une sorte de chrysanthème cachant mal leur dessein de ne rien voir bouger.

Il est également avancé l'idée de réduire les charges, financières, d'un parti qui coûte cher. Ce qui commanderait une réduction drastique des effectifs au niveau du "commandement". Qui pourrait porter une telle volonté si ce n'est un SG élu ne répondant d'aucune officine? Du moins, c'est l'argument qui revient chez les tenants du nouvel ordre électoraliste. Martelant que la composition actuelle du bureau du secrétariat, digne des anciens partis communistes, ne cadre plus avec ce qui se fait de bien de nos jours. Soutenant ensuite que « pour qu'il y ait un PDG fort et réformé, il faut un secrétaire général élu qui aura la légitimité et les coudées franches. »

A la question de savoir qui pourra l'élire? Certaines indiscretions avancent que le congrès, comme le prévoient les textes, à travers les membres du Bureau politique, élus récemment, est l'instance décisionnelle propice pour désigner, par une élection, le secrétaire général du parti. Et comme cela s'est fait pour le renouvellement des autres instances décisionnelles, il est fort probable, à quelques exceptions près, qu'une disposition toute aussi particulière soit prise pour conduire au choix par le vote.

**PDG/Secrétariat exécutif
Vers la fin d'une pratique ?**

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Depuis la restauration du multipartisme dans notre pays en 1990, en dehors de Jacques Adiahenot, natif de la province de l'Estuaire, le secrétariat exécutif du Parti démocratique a toujours été dirigé par un Logovéen. D'aucuns se demandent si cette "tradition" devrait toujours être de mise.

A la veille de l'ouverture (du 8 au 10 décembre) des travaux du 11e congrès ordinaire du Parti démocratique gabonais (PDG), au stade d'Angondjé, d'aucuns s'interrogent pour savoir si le changement de paradigme impulsé à la tête de certaines institutions de la République ne devrait pas s'étendre au Secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG). En ce sens que, selon eux, après avoir mis un terme à certaines pratiques qui, jusqu'à un passé récent, attribuaient, systématiquement, le poste de Premier ministre à un natif de la province de l'Estuaire et celui de président du Sénat



Photo : Brice Bandama

Simplice Guedet Manzela...

à un Migovéen, ne serait-il pas opportun, à l'issue de leur rencontre, que le poste de secrétaire général du PDG échoit à un cadre non originaire de l'Ogooué-Lolo? D'autant plus que, avancent-ils, depuis la restauration du multipartisme dans notre pays au début des années 90, en dehors de Jacques Adiahenot, natif de la province de l'Estuaire, qui aura dirigé le PDG de 1990 à 1994, des Logo-

véens tiennent, jusqu'à maintenant, sans discontinuité, les rênes du parti créé, le 12 mars 1968, par Omar Bongo Ondimba, sur les bords de la Bouenguidi. En l'occurrence, Simplicite Nguendet Mandzela de 1991 à 2008, Faustin Boukoubi de 2008 à 2017 et Eric Dodo Bounguendza, d'août dernier à nos jours. Les deux premiers ont permis au PDG d'affronter, avec succès, différentes élec-



Photo : JKM

... Et Faustin Boukoubi, deux anciens secrétaires généraux du PDG.

tions et de demeurer la principale force politique de notre pays. Quoiqu'il en soit, cette volonté de changement ne peut laisser aucun observateur indifférent. D'autant plus qu'elle se manifeste au moment où, de l'avis de nombreux militants, l'hégémonie du PDG est sérieusement mise à mal dans la province qui l'a vu naître, il y a près d'un demi-siècle. Si, hier, avancent certains

"camarades", l'Ogooué-Lolo pouvait être considérée, à juste titre, comme une place forte, un bastion du PDG, cela ne semble plus être le cas de nos jours. A en juger notamment par la démission de ses rangs de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama, natif de l'Ogooué-Lolo. Et la situation qui a prévalu dans cette partie du pays lors de la dernière Présidentielle.

Qu'est-ce-à-dire? Les critères qui, jusque-là, ont concouru au maintien du poste de secrétaire général du PDG dans l'Ogooué-Lolo ont-ils disparu? Quand bien même aucune disposition statutaire ne réserve exclusivement cette responsabilité aux originaires d'une localité, le rapport de forces ne militerait-il plus en faveur des Logovéens? Rien ne l'indique. Dans tous les cas, d'aucuns estiment, à tort ou à raison, (c'est selon) que "la régénération et la revitalisation", thématique de la prochaine grand-messe pdgiste, ne saurait s'accommoder d'un certain nombre de pratiques qui, selon eux, à l'analyse, apparaissent quelque peu désuètes au regard de la nécessité de réformer et moderniser le PDG. Sur-tout que, dans le même temps, des provinces autres que l'Ogooué-Lolo paraissent plus acquises, de nos jours, au parti au pouvoir. Reste maintenant au Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, de trancher cette question que bon nombre de "camarades" abordent de manière sourde.